

En mai 1917, les bases de la coopération franco-américaine sont établies par la signature de l'accord Joffre-Baker. Les Américains refusent l'amalgame de leurs troupes avec les troupes françaises. Tout au long de la préparation de l'armée américaine sur le sol français, Pershing et son état-major vont tenter de se libérer de la tutelle que les Français entendent imposer en matière d'instruction. Le système de jumelage des troupes sera ainsi remplacé progressivement par un système d'écoles dans lesquelles la présence française sera méticuleusement canalisée par les Américains. Pendant et après la guerre, la mission militaire française auprès de l'armée américaine le reconnaîtra difficilement.

Le 28 avril 1916, l'attaché militaire français à Washington écrit au ministre de la Guerre : « *Je crois que ce serait se faire de graves illusions de croire que les États-Unis puissent disposer d'une force appréciable pour une action extérieure.* » **(1)** Quelque douze mois plus tard, le général Joffre et le garde des Sceaux René Viviani sont envoyés en mission aux États-Unis pour définir, dans les grandes lignes, les directives de la coopération des forces américaines avec les alliés. L'accord du 14 mai, signé par le secrétaire américain à la Guerre, N. Baker, et Joffre, stipule entre autres l'envoi d'un corps expéditionnaire chargé de représenter le drapeau américain sur le front français. L'annexe IV de ce même document prévoit une complémentarité entre les instructions dispensées, l'une aux États-Unis, l'autre en France. Des officiers français seront envoyés en tant qu'instructeurs dans les seize camps qui s'organisent sur le territoire américain à partir de septembre 1917 **(2)**. Forte de ressources inépuisables, l'armée américaine n'en est pas moins dans une situation d'impréparation la plus totale. Si l'on parle généralement du « concours américain », nous voulons ici tenter de définir celui que la France apporta aux troupes américaines en matière d'instruction.

En septembre 1917, le général Pershing, commandant en chef du corps expéditionnaire américain (CEA) organise son quartier général (QG) à Chaumont. Rapidement, une mission militaire française (MMF) s'y installe, d'abord dirigée par le général Peltier puis par le général Ragueneau. Le 3^e bureau de la MMF est chargé d'établir, en relation avec Pershing et son état-major, les modalités d'instruction des troupes américaines.

En 1919, un compte rendu de la MMF souligne que « *c'est sans doute dans le domaine de l'instruction que la mission a joué le rôle le plus direct, le plus étendu et le plus utile. Il ne paraît pas exagéré de dire que c'est grâce au concours français que l'armée américaine a pu, en un temps singulièrement court, se présenter sur le champ de bataille* » **(3)**. Un rôle étendu, certes, mais au final, peut-être moins que ce que les débuts de la coopération laissaient présager.

Dans quelle mesure la France a-t-elle pu définir sa participation à l'instruction des troupes américaines ?

Ragueneau se voit confier la tâche délicate de préciser les conditions et les délimitations du concours français. La France, dont l'armée décimée est en proie aux mutineries, n'est pas en position de force. Pourtant, ses trois années d'expérience de guerre peuvent légitimer la tutelle qu'elle entend imposer à l'armée américaine naissante.

La mise en tutelle de l'armée américaine par l'armée française

L'envoi d'une MMF aux États-Unis n'est pas toujours bien perçu. Ainsi le note Jusserand, ambassadeur de France à Washington : « *Tout ce qui représente l'ancienne armée américaine est imbu de l'esprit très noble en lui-même, mais très national, de West Point, (...) et ne voit pas sans quelque ombrage grandir le rôle des instructeurs étrangers. Sommes-nous tellement ignorants et inintelligents que l'aide du dehors nous soit nécessaire se disent-ils ?* » **(4)** La relation franco-américaine apparaît d'ores et déjà en terme conflictuel.

Il sort du cadre de notre étude de traiter l'instruction française sur le territoire américain. Toujours est-il que les résultats sont loin d'être probants. Les unités américaines arrivent en France avec une instruction très rudimentaire. Les officiers, dans leur grande majorité, proviennent de la vie civile et ont besoin d'une aide constante dans le commandement de leur unité. Pour la troupe, « *l'instruction de l'infanterie n'a pas atteint l'étude des spécialités, celle de l'artillerie et du génie est à peu près nulle* » **(5)** note le ministre de la Guerre. À cela s'ajoute le fait que la progression de la formation n'est pas homogène dans l'ensemble des camps.

Joffre avait fait en Amérique la promesse que la France ne procéderait pas à l'amalgame des troupes américaines avec les troupes françaises (mettre les unités américaines sous commandement français). L'unité de l'enseignement n'en demeure pas moins un pas vers l'unité d'action, et l'état-major français entend bien occuper une place primordiale dans l'instruction des nouvelles recrues. Pour ce faire, l'idéal consiste à jumeler les divisions débarquant sur le vieux continent avec des unités françaises. La doctrine qui prévaut en juin 1917, arrêtée en accord avec le général Pershing **(6)**, établit une instruction en trois phases **(7)** :

- L'artillerie et l'infanterie divisionnaires recevront dans un premier temps une instruction détaillée dans des camps séparés. Au cours de l'été 1917, on aménage donc les camps de Gondrecourt, Darney et Neufchâteau pour l'infanterie, Meucon, Coëtquidan, Souge (près de Bordeaux) et le Valdahon pour l'artillerie ;
- La deuxième phase de l'instruction consiste en un stage sur le front de Lorraine, où les unités élémentaires américaines seront intercalées par bataillon et groupe entre des unités françaises ;
- Enfin, la troisième phase consistera en une instruction d'ensemble pendant laquelle la division sera réunie pour des manœuvres et des tirs réels. Pour le grand camp d'instruction, les Américains désirent s'installer dans la région de Neufchâteau qui se prête à l'accueil de trois divisions (le camp sera utilisé à plein à partir de janvier 1918) **(8)**.

On estime que les capacités d'accueil seront de sept divisions en janvier 1918.

Une quatrième phase était initialement prévue par les Français. Elle consistait en un bref passage de la division d'infanterie américaine (DIUS) sur le front, intercalée entre des éléments français. Cet engagement progressif et non « *en bloc* » de l'armée américaine ne convenait pas à Pershing, qui obtint la suppression de cette phase d'instruction **(9)**.

La 1^{re} DIUS a été instruite avec les éléments de la 47^e puis 18^e DIF (division d'infanterie française) et a commencé sa formation vers le 20 juillet 1917. « *Après trois mois d'instruction*

élémentaire, ces unités viennent de passer dans un secteur du front. La division va se reconstituer dans la zone de Gondrecourt et faire l'instruction d'ensemble. (...) Au total, l'instruction aura duré cinq mois et il est impossible de dire si cette grande unité pourra être considérée, à la fin de cette période, comme susceptible d'être engagée. » (10) Pour Ragueneau, cinq mois est une période minimale. Il demeure encore bien sceptique, on le voit, quant aux résultats : « *Il ne me paraît pas prudent d'escompter, poursuit-il, au moins jusqu'au milieu de 1918, que les divisions soient capables d'entrer en secteur avant d'avoir passé cinq mois pleins en France à l'instruction. »*

En ce qui concerne la formation des cadres, des écoles se mettent en place sur la demande de Pershing. Le 24 août, les écoles de Fontainebleau (instituée pour 120 élèves le 11 juin 1917), Bourges (mortier de tranchée) et Arnouville-les-Gonesses (défense aérienne) sont en mesure de recevoir les officiers d'artillerie. L'École de Saumur est aménagée pour recevoir les cadres d'artillerie de campagne. Elle est opérationnelle dans le courant du mois de septembre 1917. Mailly accueille ceux de l'artillerie de côte. Valréas, La Valbonne et Le Ruchard sont des écoles temporaires d'infanterie. Concernant le génie, une école d'élèves officiers s'organise à Angers, une autre à Versailles pour le perfectionnement (300 élèves). Les cours y sont de deux mois. Enfin, Issoudun, Tours, Avord et Amanty pour l'aviation et l'observation aérienne. La France se « *parsème* » d'écoles, mais les instructeurs français y sont envoyés au compte-gouttes.

L'influence française y est réelle, certes, mais soumise à l'approbation américaine. « *La question du nombre d'officiers français est actuellement à l'étude. Les résultats vous en seront transmis dans un délai le plus bref possible » (11)* écrit le chef d'état-major américain. Ou encore lorsque Foch évoque avec Pershing la présence française : « *Au cas où vous envisageriez la formation en France en totalité ou en partie de ces nouveaux officiers, (...) et au cas où vous l'estimeriez utile, le cadre américain pourrait être secondé par quelques officiers français. » (12)* Tout est là, dans ce « *au cas où* » qui prévaudra jusqu'au bout et dont l'armée américaine fera de moins en moins de cas. Peut-être faut-il voir dans cette « *courtoisie* » initiale les prémices du différend qui se creusera quelques mois plus tard entre Américains et Français. Entre rigueur et diplomatie, il s'avère fort délicat pour la MMF de trouver une situation convenable.

Rapidement, les difficultés sont mises en lumière. Ce que les Français désirent enseigner aux Américains ne correspond pas à ce que les Américains veulent apprendre.

Dans la conception outre-Atlantique, l'armée américaine doit être l'élément déterminant de la victoire et ne doit pas se contenter de boucher les trous alliés (13). Pershing a largement souligné qu'un soldat ne se bat bien que sous son propre drapeau. Logiquement, c'est à l'offensive que les soldats américains doivent se préparer ; non à la guerre de position, telle que les Français tentent de l'enseigner. Les anciennes notions sont devenues caduques. Les thèmes de base des Américains, qui ne s'appuient ni sur l'échec ni sur l'expérience, sont ceux que l'on a trouvés pendant longtemps chez les Français, avant la guerre : mobilité et initiative. Ils attachent une importance considérable au tir au fusil et à l'emploi de la baïonnette. « *Cette conception vient peut-être de ce que les Américains caressent la pensée de réaliser une percée dans les lignes allemandes, et de poursuivre l'exploitation de leur succès. » (14)* Cela fait sourire plus d'un officier français. Quelques mois plus tard, Pétain parlera de « *canaliser dans*

une bonne direction la tendance excellente en soi qui consiste à rechercher la lutte à découvert » **(15)**. Bref, l'Américain, tel qu'il débarque en France en 1917, est loin de correspondre à l'archétype du poilu français, bien que la première image physique qu'il présente soit plutôt favorable.

Pershing veut former l'ensemble de ses hommes pour les envoyer au combat en tant qu'armée indépendante. Les Français rétorquent qu'on ne peut se permettre d'attendre que les deux millions d'Américains soient instruits pour les envoyer sur le front. Les Allemands, d'ici là, réaliseraient une grande offensive, qui pourrait être fatale. Il faut mettre le maximum de forces en ligne pour pallier la défaillance russe. « *L'opinion française, si admiratrice de l'effort américain, comprendrait difficilement que la manifestation effective de cet effort se fasse trop longtemps attendre* » affirme le général Pétain en décembre 1917 **(16)**. L'incompréhension perdure.



Pershing

La volonté d'émancipation américaine

Tout au long de l'instruction, les Américains vont tenter de se libérer de leur tuteur. La première phase est le refus de l'amalgame. Malgré l'insistance de Pétain, Pershing a obtenu gain de cause. La deuxième phase est la volonté de diminuer l'influence française auprès des troupes américaines. « *Notre seule considération est de réduire au minimum la demande qui est la nôtre envers l'armée française* » (17) écrit un officier américain. On ne saurait être plus clair. Tel est le *leitmotiv* qui va guider la politique américaine dès la fin de l'été 1917. Le début de l'année 1918 voit poindre la concrétisation des décisions qui en résultent.

« Pour les troupes comme pour les cadres, l'instruction a été amorcée dans une collaboration des plus étroites, suivant nos directives et nos méthodes, avec des instructeurs et des unités françaises. Peu à peu, une transformation dans les procédés s'est opérée dans le sens d'une "américanisation" » résume Ragueneau, avec lucidité **(18)**.

Dès le 27 août, en effet, Harbord, le chef d'état-major américain propose une étude ayant pour objet un projet d'écoles pour le CEA **(19)**. Pershing signe immédiatement.

L'instruction se fera à différentes échelles :

- Dans des centres d'instruction divisionnaires, où la troupe sera entraînée sous l'autorité directe du commandant de chaque division ;
- Dans des écoles de corps d'armée qui viseront à perfectionner l'instruction des officiers et à former des spécialistes. Les cours seront complétés par des stages sur le front français ou sur le front britannique. L'optique des Français est bien entendu de multiplier au maximum ces stages ;
- Dans des écoles d'armée, directement sous l'autorité du QG de Chaumont. Ces dernières incluront une formation réservée aux officiers d'état-major et des écoles de spécialistes qui pourront former des instructeurs pour les écoles de corps d'armée.

Qui plus est, en vue de retenir sous un même commandement, et à proximité d'une troupe de manœuvre, toutes les écoles dites d'armée, l'état-major américain demande à les placer, autant que possible, groupées à l'intérieur d'une zone de stationnement délimitée par Blois, Montargis, Chaumont, Dijon, Châlons-sur-Saône et Bourges. Les officiers français réagissent à l'idée de cette remise en question, et pour cause : la région délimitée par Pershing est une des régions riches de France, et l'installation, à créer de toutes pièces, serait extrêmement onéreuse. De plus, la main-d'œuvre est insuffisante, et le délai que Pershing évalue à deux mois, est rehaussé à six par l'EMA français. C'est pourquoi le commandant en chef du CEA se voit répondre que « *les avantages de la nouvelle combinaison ne peuvent être mis en rapport avec les difficultés considérables que cela entraînerait* » **(20)**.

L'état-major américain maintient ses exigences, les Français devront s'incliner. Le commandant Beaugier écrit en décembre 1917 que « *les Américains se croient toujours plus à même de commander s'ils sont groupés. Aussitôt qu'ils ne peuvent pas se voir, ils se sentent perdus. (...) La difficulté de communication reste ce qui a poussé le QG américain à grouper toutes ses écoles d'armée dans la région de Langres. Nous y sommes et nous y seront fort mal à tous les points de vue* » **(21)**.

Langres accueillera le grand centre d'écoles d'armée. En octobre 1917, on estime que l'effectif des élèves pourra y être porté à 5.000 **(22)**. Le but est clairement de fédérer les différentes écoles, comme un bastion américain inaccessible à toute influence française. On y trouve bientôt une école d'état-major, de ligne d'armée, d'aspirants d'armée, de spécialistes d'infanterie, de chars, de défense aérienne, de mortiers de tranchée, de génie, des gaz, de transmissions, de service de santé, d'artillerie lourde sur tracteur, de perfectionnement de chefs de section, d'armes automatiques, etc. **(23)** Au 30 janvier 1918, certaines écoles d'armée ont cessé de fonctionner pour être transférées à Langres : La Valbonne, Valréas, Fontainebleau, Bourges, Arnouville-les-Gonesses, Versailles, etc. **(24)** L'école de Langres est

tout à fait symptomatique de la politique américaine en matière d'instruction.

Ainsi, dans une perspective pyramidale, la doctrine est transmise à toutes les unités de l'armée américaine. Ragueneau, en février 1918, juge les écoles trop théoriques et estime leur nombre d'élèves beaucoup trop élevé eu égard à celui des professeurs. La déception des Français tient aussi au fait qu'ils voyaient dans le jumelage des troupes américaines avec les unités françaises une manière efficace de réhausser le moral de ces unités **(25)**.

Rappelons que par une lettre du 8 septembre 1917, Pershing remettait en cause l'organisation française initiale. Désormais, les divisions américaines ne seront plus formées au contact des unités françaises. Elles se contenteront de quelques instructeurs seulement. *« J'exprimerais le regret que l'information des troupes soit limitée, à l'avenir, à l'emploi d'officiers instructeurs, car la coopération d'unités françaises à cette information permet de joindre l'exemple au précepte, et rend possible des démonstrations pratiques, beaucoup plus vivantes et plus rapidement fécondes que la seule théorie »* explique le général de Castelnau **(26)**.

Les Français tentent de trouver des accommodements. Pétain n'hésite pas à affirmer que *« la pratique peut s'obtenir rapidement et à bon compte si l'armée américaine veut bien, pour un temps très court, faire abstraction de son amour propre et s'en remettre complètement à l'expérience de l'armée française. Elle sera le fruit d'efforts plus lents et plus coûteux si, voulant voler trop tôt de ses propres ailes, l'armée américaine fait son apprentissage avec les leçons que l'ennemi ne manquera pas de lui donner »* **(27)**. Pétain demandera le retour au système d'instruction initialement mis en place, au contact de grandes unités françaises. En vain.

Joffre avait pourtant obtenu, en octobre 1917, l'instruction des 2e et 26e DIUS avec les 69e et 18e DIF. Le commandement américain souhaitait par la suite que l'on mît à disposition pour l'instruction, des officiers français au nombre de quinze par DIUS, à savoir treize officiers d'infanterie, un officier du génie et un officier de liaison. Pour les divisions suivantes, on convint donc d'un système qui consistait à mettre à disposition de chaque DIUS, outre l'équipe des quinze officiers, deux bataillons d'infanterie : la compagnie hors-rang (CHR) du régiment fournissant ces bataillons. C'est ainsi que l'on procéda avec la 42e DIUS **(28)**.

Il y aura toujours, chez les Américains, la volonté de passer au stade de la relève quasi totale des officiers français auprès des troupes américaines. *« Le Général commandant en chef a fait connaître qu'il estimait que pour l'instruction des divisions arrivant après la 42e, l'armée américaine pourrait se suffire à elle-même. Cette détermination pourrait être très fâcheuse si elle devait être maintenue de façon absolue. Tous les efforts sont faits pour amener le général Pershing à admettre le principe de la continuation de notre collaboration pour l'instruction des troupes. »* **(29)** C'est une collaboration étroite et permanente que la France réclame, principalement pour les états-majors, *« dépourvus des connaissances techniques les plus élémentaires »* **(30)**. Il est primordial pour les Français que leur influence s'y maintienne.

Au final, la présence française auprès des troupes américaines (qu'il serait intéressant de comparer à la présence britannique), demeure relativement faible. Sur la question, les sources ne coïncident pas exactement : une note du ministère de la Guerre (3e bureau, section américaine) évoque le chiffre de 300 instructeurs français qui seraient, en mai 1918, rattachés

à la MMF près l’armée américaine **(31)**. Une autre note estime, à la même date, qu’ils sont moins de 200 répartis entre Langres (40), dans les écoles de corps d’armée (9), à Eurville (école de formation des officiers instructeurs) (40) et dans les DIUS **(32)**. Le 22 juin, une étude de la MMF porte à 546 le total des officiers instructeurs en France. On constate que ce total englobe les officiers en formation, les blessés, les officiers de liaison et ceux qui n’instruisent plus. Une fois ceux-ci exclus, le total des instructeurs français est de 320 **(33)**.

Pour pallier la diminution drastique du nombre de soldats français présents au côté des troupes américaines, Ragueneau met au point le système des équipes de démonstration « *qu’il sera peut-être possible de leur faire accepter* ». Elles doivent se déplacer dans les écoles américaines. Ces dernières sont longues à se mettre en place. Seulement trois écoles de corps d’armée verront le jour. Celle du 1er corps à Gondrecourt, celle du 2e corps à Châtillon-sur-Seine à partir de février 1918 **(34)**, celle du 3e corps à Clamecy. Cette dernière est en voie d’organisation en mai 1918, et les cours ne commencent qu’en septembre de la même année, pour 1.200 élèves. Le système d’écoles de corps d’armée comprend huit spécialités : infanterie, artillerie, génie, cavalerie, gaz, corps de transmissions, service de santé, service aéronautique. Ainsi, la France propose, et les États-Unis disposent.



Ménager les susceptibilités

Le commandant des écoles d'armée, Bamford, écrit à Beaugier le 14 décembre 1917 : « *Notre instruction doit reposer sur de larges bases et être établie d'accord avec les lois et règlements américains. (...) Comme vous le dites si bien, il ne peut y avoir deux façons de faire la guerre, et la plus étroite collaboration doit exister entre les armées françaises et américaines. Une nation ne peut cependant copier textuellement les méthodes de l'autre, étant donné la différence de tempérament et de conditions, mais elle doit s'efforcer d'adapter ce qu'il y a de mieux chez l'autre à ses propres besoins et conditions.* » **(35)** Adaptation, tel est bien le maître mot des officiers français présents dans les écoles américaines, où ils doivent faire preuve d'une grande psychologie.

L'instructeur français, où plutôt « *l'officier informateur US* » pour employer une terminologie mieux adaptée, est d'abord choisi par le GQG français. La mission élimine ceux qui ne possèdent pas une sérieuse expérience de combat. Ensuite, les centres d'Eurville et de Favorney les perfectionnent dans la connaissance de la langue anglaise et les préparent au rôle d'informateur. À partir du 8 octobre se mettent en place l'organisation générale et le fonctionnement des cours d'officiers informateurs américains. L'instruction comporte des cours d'anglais, des séances pratiques, des enseignements techniques de spécialités, des conférences, des études de règlement et de bulletins de circulaires récentes. Afin d'uniformiser l'instruction et les conseils à donner dans les DIUS, les officiers revenant d'Amérique sont invités à venir y suivre un cours de « *rafraîchissement* » selon les mots de Beaugier, et ce afin que « *l'unité d'instruction franco-américaine [soit] assurée pour toutes les catégories d'officiers employés dans la mission* » **(36)**.

Autre personnage clé : l'officier de liaison. Il dépend directement et uniquement du général en chef de la MMF, dont il est l'organe de renseignement. Il lui adresse des rapports périodiques résumant tous les renseignements susceptibles de l'intéresser (mentalité et tendance des chefs et de la troupe, état physique, méthodes de travail, d'organisation et de commandement, état d'avancement de l'instruction, etc.). Son but est de faire comprendre, apprécier et adopter les méthodes françaises d'organisation, d'instruction, de commandement, de combat, de façon à diffuser l'influence française. Il lui est donc demandé de s'abstenir de tout formalisme pédagogique, de procéder par persuasion, de ne jamais s'immiscer dans l'exécution. Il ne doit pas être d'un grade trop élevé pour ne pas porter ombrage aux officiers américains, doit avoir un très bon caractère, doit s'efforcer d'être l'ami personnel des officiers américains, et ne doit jamais faire de remarque en public **(37)**.

En quelque sorte, les Français doivent se contenter de la place que les Américains veulent bien leur laisser. Tout se joue maintenant dans la finesse des officiers qui doivent traiter avec les états-majors américains. C'est précisément en se reconnaissant tributaires de l'appréciation américaine que les Français maintiendront leur influence. En mars 1918, Ragueneau écrit : « *Nous obtiendrons bien plus facilement et dans une bien plus large mesure leur concours, en faisant appel à leur sentiment de solidarité, si nous ne prétendons pas leur fixer les modalités exactes de ce concours. (...) Le danger serait de méconnaître les caractéristiques de la mentalité et de l'esprit américain. (...) Nous pouvons compter sur leur concours à condition de pas vouloir en imposer les modalités.* » **(38)**

Beaucoup d'études et de notes paraissent, concernant l'analyse du comportement américain. En mai 1918, une note anonyme est publiée sur « *les moyens pratiques d'assurer la liaison avec les Américains* » (39). L'auteur commence par définir les traits saillants du caractère américain. Il possède d'abord un « amour propre national et individuel extrêmement développé », thème extrêmement récurrent. Il évoque ensuite chez le personnage « *une tendance générale à croire qu'on va le rouler et une grande sensibilité à certaines marques d'attention, à laquelle [les] Français attachent moins d'importance* ». Trois conclusions s'imposent d'elles-mêmes à l'auteur : il convient de flatter l'amour propre des Américains, de les mettre en confiance et de ne pas manquer une occasion de leur donner certaines marques d'attention. Pétain, quelques jours plus tôt, avait écrit qu'une « *infatigable patience et une grande discrétion, au service d'une absolue volonté d'aboutir finissent par triompher de tous les obstacles* » (40).

L'évaluation du doughboy (le sammy de l'époque), à titre individuel n'en reste pas moins positive : « *En somme, de haut en bas de la hiérarchie, une bravoure admirable et un grand désir de bien faire, mais trop souvent une ignorance absolue de ce qu'il faut faire* » écrit Koechelin au retour d'une tournée (41).

Il est à noter aussi que le problème de la langue reste primordial. L'obstacle linguistique occasionna d'ailleurs bien des altercations. Il fallut passer outre. Américains et Français firent à cet égard montre d'une obstination exemplaire. Requin, qui connaît bien le soldat américain, n'hésite pas à affirmer alors qu'il part aux États-Unis : « *Je ne vous répèterai jamais assez quel attachement j'ai pour votre armée nouvelle, que j'ai vu naître et grandir, et quelle confiance j'emporte aux États-Unis pour la communiquer à tous, dans la valeur de vos soldats.* » (42)

Conclusion

Il est donc inexact de dire que « *la doctrine établie [en juillet 1917] ne subit aucune modification pendant toute la durée des hostilités* » (43). L'influence des Français fut décroissante dans l'instruction des troupes américaines. Pershing mit tout en œuvre pour faire mentir la phrase de Ragueneau, laquelle s'avéra fort juste à bien des égards : « *Sans la force militaire de la France, la puissance militaire des États-Unis, encore en voie de formation, d'organisation et de transport, sera dans l'impossibilité de se déployer.* » (44) Le commandant du CEA demeura sur ses gardes, la menace de l'amalgame étant toujours présente. Adopter les instructeurs et donc les méthodes françaises, revenait à s'exposer davantage à une telle menace. La méfiance fut donc de mise. Il y eut véritablement une notion de conflit stratégique au sein de l'instruction des troupes américaines. À différents stades, les instructeurs américains pratiquèrent une opposition latente, sinon vive, entravant l'action des officiers informateurs français. Les méthodes d'instruction françaises ne purent donc s'exercer dans une dimension aussi large que l'espéraient au départ les dirigeants français. La MMF pouvait bien se féliciter du rôle qu'elle avait joué, mais les Français ne purent rester maîtres de la définition du concours qu'ils avaient prêté.

Au final, c'est un système mixte qui se mit en place : le jumelage et la formation en trois stades furent abandonnés progressivement et les écoles américaines n'eurent pas toutes le temps de s'organiser avant l'armistice.

La place de la France dans l’instruction des troupes américaines n’est pas à appréhender seulement en termes conflictuels, même si c’est principalement l’axe que nous avons voulu aborder ici. La coopération a été la base d’échanges culturels qui ont fait naître une fraternité d’armes dont la solidité ne se démentira pas. Six mois avant l’armistice, une note française qui se risquait encore à projeter pour l’instruction l’accolement des divisions américaines aux unités françaises concluait à propos des soldats d’outre-Atlantique : « *Qu’ils soient persuadés par avance, qu’au jour de la victoire commune, nous tiendrons à proclamer que la Victoire est leur œuvre, et la France leur vouera pour toujours son impérissable reconnaissance.* »

Raphaëlle AUTRIC

Revue Historique des Armées n°246 (2007)

NOTES

- 1.** Service historique de la Défense, département de l’armée de Terre (SHD/DAT), 7 N 1716, le général Vignal au ministre de la Guerre.
- 2.** SHD/DAT, 17 N 78, note sur l’instruction de l’armée américaine, août 1917.
- 3.** SHD/DAT, 17 N 78, rapport de la MMF près l’armée américaine, le 10 février 1919.
- 4.** SHD/DAT, 15 N 79, Jusserand au ministre des Affaires étrangères, le 18 mai 1918.
- 5.** SHD/DAT, 15 N 79, le président du Conseil au commandant des armées du Nord et du Nord-Est, le 3 décembre 1917.
- 6.** SHD/DAT, 17 N 78, le ministre de la Guerre à l’attaché militaire français, 26 août 1917.
- 7.** SHD/DAT, 7 N 697 supp., le ministre de la Guerre au commandant des armées du Nord et du Nord-Est, le 6 août 1917.
- 8.** SHD/DAT, 15 N 86, télégramme de Hallouin (commandant général du groupe de l’Avant, responsable des emplacements des troupes américaines en France), à l’attaché militaire français.
- 9.** Kaspi (A.), *Le temps des Américains, 1917-1918*, Publications de la Sorbonne, 1976, p. 111.
- 10.** SHD/DAT, 15 N 79, Ragueneau au ministre de la Guerre, 19 novembre 1917.
- 11.** SHD/DAT, 15 N 86, note de Harbord le 31 août 1917.
- 12.** SHD/DAT, 15 N 86, Foch à Pershing, le 17 août 1917.
- 13.** Carré (lieutenant-colonel Claude), SHD/DAT, « L’instruction des Américains en Meuse, 1917-1918 » publié dans les actes du colloque du 7 et 8 novembre 1987 : *Du sergent York à Patton, les Américains en Meuse, 1917-1999*, Bar-le-Duc, 1988, p. 58.
- 14.** SHD/DAT, 17 N 80, Ragueneau au ministre de la Guerre, le 20 février 1918

- 15.** SHD/DAT, 17 N 1, note de Pétain sur l'instruction des troupes américaines, le 1^{er} mai 1918.
- 16.** SHD/DAT, 15 N 79, conversation entre Pétain et House, le 6 décembre 1917.
- 17.** SHD/DAT, 17 N 82, Mac Andrew (directeur des écoles de Langres) au commandant Beaugier, instructeur à Langres, le 8 février 1918, qui deviendra par la suite directeur du cours d'officiers informateurs.
- 18.** SHD/DAT, 7 N 2263, note de Ragueneau, le 20 février 1918.
- 19.** SHD/DAT, 7 N 2263.
- 20.** SHD/DAT, 15 N 86, le président du Conseil à Pershing, le 19 septembre 1917.
- 21.** SHD/DAT, 17 N 79, Beaugier à Koechelin-Schwartz, le 27 décembre 1917.
- 22.** SHD/DAT, 7 N 2274.
- 23.** SHD/DAT, 14 N 30, carton 95, dossier 5.
- 24.** SHD/DAT, 7 N 2263.
- 25.** Kaspi (A.), *op.cit*, p. 114.
- 26.** SHD/DAT, 17 N 88, Castelnau (commandant le groupe d'armées de l'Est) à Pershing, le 13 octobre 1917.
- 27.** SHD/DAT, 15 N 79, conversation du 6 décembre 1917.
- 28.** SHD/DAT, 17 N 78, le 10 février 1919.
- 29.** SHD/DAT, 15 N 79, Ragueneau au général commandant en chef les armées du Nord et du Nord-Est, le 30 novembre 1917.
- 30.** SHD/DAT, 15 N 79, note pour le chef d'État-major des Armées, le 5 décembre 1917.
- 31.** SHD/DAT, 7 N 2263, note sur l'instruction du CEA en France, le 20 mai 1918.
- 32.** SHD/DAT, 17 N 80, dossier A4/ F°123.
- 33.** SHD/DAT, 15 N 79, note de la MMF, 22 juin 1918.
- 34.** SHD/DAT, 17 N 88.
- 35.** SHD/DAT, 17 N 80, Bamford à Beaugier, le 14 décembre 1917.
- 36.** SHD/DAT, 17 N 79, note de Beaugier, juillet 1918.
- 37.** SHD/DAT, 17 N 1, 4 mai 1918.

- 38.** SHD/DAT, 17 N 1, Ragueneau au général commandant en chef les armées du Nord et du Nord-Est, le 6 mars 1918.
- 39.** SHD/DAT, 17 N 1, 4 mai 1918.
- 40.** SHD/DAT, 17 N 1, note de Pétain sur l’instruction des unités d’infanterie, le 1er mai 1918.
- 41.** SHD/DAT, 17 N 79, colonel Koechelin-Schwartz, commandant du centre d’infanterie des écoles d’armée, le 13 août 1918.
- 42.** SHD/DAT, 17 N 80, lettre personnelle au Colonel Fiske, le 3 avril 1918.
- 43.** Chambrun (lieutenant-colonel de) et Marenches (capitaine de), *L’armée américaine dans le conflit européen*, Paris, Payot, 1919, p. 58.
- 44.** SHD/DAT, 17 N 1, rapport de Ragueneau au sujet de la coopération américaine, le 19 juin 1918.